

CH_VB 20012509 vom 13. Juni 1984

Bundesverwaltung, 1984-06-13, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20012509__td__

FR: CH_VB 20012509 du 13 juin 1984

IT: CH_VB 20012509 del 13 giugno 1984

Erwägungen

E. 13

juin 1984 pour cent. L'explication en est simple: le ralentissement des affaires. Non seulement les dépenses ont augmenté plus vite que les recettes mais elles ont augmenté aussi plus vite, hélas! que le produit national brut. Ainsi se trouve également réamor- cée une autre tendance que nous avons réussi à juguler au cours des années précédentes. Autre phénomène préoccupant, celui des subventions fédé- rales. La part des subventions fédérales dans l'ensemble des dépenses était stationnai re depuis 1976, elle recommence à croître en 1982. En chiffres absolus, la croissance entre 1982 et 1983 est importante, 6,8 pour cent. C'est là une consé- quence du problème des automatismes, dont la Commis- sion des finances s'est occupée dans son dernier séminaire et qu'elle reprendra plus tard. Cette situation ne saurait laisser la Commission des finances indifférente. En effet, les dépenses sont influencées dans le sens de la hausse par des facteurs sur lesquels nous n'avons pratiquement pas de prise. Ainsi en va-t-il du vieillissement de la population en matière d'AVS, ou encore des consé- quences des perfectionnements techniques sur les innom- brables engins et appareils de toutes sortes qui sont acquis par la Confédération ou subventionnés par elle. Tandis que les dépenses sont ainsi soumises à des facteurs de crois- sance, les recettes, elles, se heurtent à des éléments ou à des facteurs de stagnation: la situation économique maus- sade, par exemple, ou la suppression des effets de la pro- gression à froid, ou encore le sentiment populaire de plus en plus répandu que la charge fiscale, qui a très fortement augmenté ces dernières années, a bientôt atteint en Suisse un plafond critique. A cela s'ajoutent les difficultés aux- quelles nous nous heurtons dans les efforts que nous pour- suivons pour nous rapprocher de l'équilibre budgétaire. Nous n'avons pas réussi à réaliser l'unanimité autour du premier paquet de mesures sur la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. L'allégement financier que la Confédération attendait de cette opération, dont le but est d'ailleurs essentiellement politique, risque bien d'être plus mince que prévu. Nous devrions attendre aussi beaucoup du réexamen auquel le Conseil fédéral a soumis l'ensemble des tâches de la Confédération en vue de les simplifier ou de les supprimer. Mais déjà nous sentons des résistances s'amorcer. Que faire dès lors dans cet environnement général alors que nous savons bien que d'autres tâches sont devant nous qui requerront elles aussi des sommes considérables? Nous n'avons guère de choix qu'entre quatre possibilités. Ou bien nous refuserons de toucher quoi que ce soit aux tâches actuelles de la Confédération et nous déciderons d'assumer les tâches nouvelles sans augmenter les impôts. Nous accroîtrons alors le déficit, nous recourrons davantage à l'emprunt, nous contribuerons à hausser le taux de l'intérêt et nous relancerons le processus de l'inflation. Ou bien, deuxième possibilité, nous refuserons à la fois de revoir les tâches actuelles et d'assumer les tâches nouvelles. Nous conduirons alors la Confédération à l'immobilisme et à la sclérose et les institutions elles-mêmes pourraient être mises en cause. Ou bien, encore, nous assumerons les tâches nouvelles en

continuant à assurer les prestations actuelles et en augmentant les impôts. Alors nous charge- rons l'économie et au-delà d'une certaine limite, nous pour- rions nous engager dans une voie dangereuse. Enfin, der- nière possibilité, nous assumerons les tâches nouvelles et pour y faire face, nous accepterons de revoir l'ampleur de l'intervention fédérale dans différents domaines. Dans sa majorité, la Commission des finances pense que c'est cette dernière voie qui doit être suivie en première ligne. Elle ne veut ni d'un endettement sans cesse croissant, ni d'un immobilisme sclérosant. Elle veut encore moins d'ailleurs d'une quelconque rupture de l'équilibre social. Elle est convaincue cependant qu'une certaine rigueur dans le contrôle du développement des dépenses sera plus profi- table à moyen et à long terme pour l'ensemble du pays qu'une large générosité qui se noie finalement dans une vaine dispersion des efforts. La Commission des finances se permet dès lors de faire appel d'abord au Parlement lui-même. Si nous voulons que la Confédération s'engage dans un secteur nouveau que nous jugeons prioritaire, sachons donc réduire son interven- tion dans un autre secteur dont l'importance a diminué. Nous nous permettons ensuite de faire appel au Conseil fédéral pour qu'il retrouve l'esprit de collégialité qui seul peut faire de lui l'autorité directoriale et executive supé- rieure du pays, comme le veut l'article 95 de notre constitu- tion. De l'aveu même des membres du gouvernement, le Conseil fédéral est aujourd'hui un peu plus la juxtaposition de sept chefs de département qu'un véritable collège. L'ac- tion gouvernementale en souffre; le choix des priorités ne peut plus se faire avec la rigueur qui convient. Nous en avons vu des exemples concrets, je n'ai pas besoin de vous les rappeler. Nous faisons enfin appel à l'administration. C'est sur les indications de l'administration que le budget est préparé. C'est elle qui l'exploite au jour le jour. C'est de son action que dépend le résultat des comptes annuels. Sa volonté de ne pas s'endormir dans la routine, de remettre en question ses habitudes, de revoir périodiquemnt et d'un œil critique ses tâches, sa volonté d'agir toujours plus rationnellement est déterminante. Au bénéfice de ces quelques commentaires très généraux, je vous recommande, au nom de la Commission des finances et à l'unanimité de ses membres présents, d'accep- ter les comptes de 1983. Basler: Die Schweizerische Volkspartei genehmigt die Staatsrechnung 1983 mit ihrem Reinaufwand von über 1,2 Milliarden Franken, der den Fehlbetrag der Bilanz auf über

E. 16

Milliarden Franken hebt. Dieser Fehlbetrag der Bilanz ist über die letzten vier Jahre um 4 Milliarden Franken angestie- gen, und der einzige Trost ist die Feststellung, dass in der vorangehenden Vierjahresspanne die Verschuldungszu- nahme 6 Milliarden Franken betragen hat. Wir folgern dar- aus, dass unsere Sparanstrengungen Wirkungen zeigen. Wir befinden uns gleichsam zu zwei Dritteln auf dem Weg zum Nahziel, nämlich einem ausgeglichenen Bundeshaus- halt. Das Fernziel wäre eine abgetragene Bundesschuld. In dieser Globalbeurteilung steckt noch etwas stille Reserve, denn die Staatsrechnung 1983 enthält bereits 300 Millionen Franken an Beschäftigungsmassnahmen; nach Auffassung der SVP sind das vorgezogene Bundesleistungen. Sie kön- nen und sollen durch Minderausgaben kompensiert werden, nachdem sich nun die Wirtschaft festigt. Wenn diese Kom- pensation nicht geschehen sollte, so wäre das für uns ein Beweis, dass die Finanzpolitik nicht zu konjunkturpoliti- schen Zwecken eingesetzt werden kann. Denn dazu gehört Flexibilität im Mitteleinsatz, und diese Beweglichkeit setzt abnehmende Einsätze so oft voraus wie aufzustockende, sonst bewegt man sich ja längs der Ausgabengrenze und ist eben inflexibel. Auf der Einnahmenseite wird eine danebengegangene Steuereinschätzung in die Geschichte der Staatsrechnun- gen eingehen. Dass Fehleinschätzungen bei den

Stempel- abgaben und bei den Verrechnungssteuern vorkommen, ist begründbar, weil die Wirtschaftslage, Dollarkurse und Zins- margen nicht voraussehbar sind. Die hier gefundene halbe Milliarde bei der direkten Bundessteuer ist aber nicht entschuldbar. Die Bundessteuer, die wir früher als Wehr- steuer bezeichnet haben, basiert nämlich auf Wirtschaftsda- ten, die beim Budgetieren bereits vorgelegen haben, auf Erträgen und Einkommen der einer Veranlagungsperiode vorausgehenden Jahre. Zu dieser Steuer habe ich mich bei Voranschlägen und Staatsrechnungen wiederholt geäus- sert. In der «NZZ» vom 14. April 1981 habe ich definiert, was kalte Progression ist und wie sie für jeden Steuerpflichtigen zu berechnen wäre, nämlich als Differenz zwischen Grenz- steuersatz und Durchschnittssteuersatz, multipliziert mit der Inflationsrate. In der «NZZ» vom 7./8. Januar 1984 ist das- selbe für die juristischen Personen geschehen. Diese Rech- nung, Herr Bundesrat, liegt im zweiten Jahr einer Steuerpe- riode. Sie basiert auf Ertrags- und Einkommensverhältnis-

13. Juni 1984 N 729 Staatsrechnung 1983 sen aus den Jahren 1980/81. Trotzdem sind aber die Mehr- einnahmen aus direkter Bundessteuer um einen Siebtel höher als budgetiert. Ich komme zu einer Schlussfolgerung: In der Eidgenössi- schen Steuerverwaltung hat man das Phänomen der kalten Progression noch immer nicht verstanden. Die- Wucht der kalten Progression geht aus folgenden Zahlen hervor: Wir haben im Sommer 1981 die Neuordnung der Bundessteuern beschlossen. Man hat dabei die Warenumsatzsteuersätze um gute 10 Prozent erhöht, und dafür haben wir Abzüge bei der direkten Bundessteuer verbessert, so dass inzwischen ein Teilausgleich an die Folgen der kalten Progression von rund 600 Millionen Franken wirksam geworden ist. Und trotzdem ist der Ertrag von der 20. Wehrsteuerperiode zur

E. 21

um 25 Prozent gestiegen, nämlich von 6,8 Milliarden auf deren 8,5! Dazwischen liegt nur die Teuerung der Jahre 1979 und 1980, die insgesamt 7,6 Prozent betragen hat. Ich wiederhole: Bei insgesamt 7,6 Prozent Teuerung haben Sie einen Steuermehrertrag von 25 Prozent, obwohl inzwi- schen die Steuerabzüge erhöht worden sind. Vielleicht ist das der Grund, Herr Bundesrat, warum meinem Postulat nicht mehr nachgelebt wird, nämlich die ausgewiesenen Mehreinnahmen aus kalter Progression in der Staatsrech- nung jeweils zu beziffern. Was können wir tun? Ich fordere nichts weniger als eine Ausschaltung der Teuerung. Wir müssen nun endlich ver- langen, dass die hausgemachte, eigene Teuerung null wird; d. h. wir verlangen volle Geldwertstabilität. Der Weg geht allerdings über die Geldmengenkontrolle, die in der Obhut der Nationalbank liegt; aber es ist ein politischer Auftrag, unserer Bank hier Richtungen zu weisen. Dass es machbar ist- nämlich Inflationsrate null, also stabile Geldwerte über den Durchschnitt mehrerer Jahre -, das zeigen neuere Untersuchungen der Nationalbank, unter anderem ihr Bericht «Geldmengenpolitik und Inflationskontrolle». Ich ersuche Sie, Herr Bundesrat, doch der Nationalbank den Auftrag zu erteilen, diese Studie zu ergänzen durch einen möglichst vollständigen Überblick über die Folgen der nicht stabilitätsgerechten inländischen Geldmenge. Beispiele von Schäden, die durch Inflation entstehen, sind in unserer politischen Arbeit immer wieder ersichtlich; was fehlt, ist eigentlich nur der Gesamtüberblick. Ich zeige nun auf, wo die Folgen aus instabilem Geldwert bei unserem legislativen Wirken sichtbar werden. 1. Bei diesem Phänomen der kalten Progression, wo, wie ich eben zeigte, die realen Steuerlasten des Bürgers ohne Gut- heissung durch den Souverän erhöht werden. 2. Der Wunsch nach Änderung unserer Steuergesetze hin-

sichtlich zeitlicher Bemessung, nämlich von der Pränumerando-Methode zur Postnumerando-Methode - Ihr Wunsch übrigens auch, Herr Bundesrat-, würde hinfällig, wenn die Steuern während der Veranlagungsperiode nicht mehr mit entwertetem Geld aus den Erträgen der Bemessungsperiode bezahlt werden können. 3. Die sich selbst erfüllenden Prophezeiungen aus den Legislaturfinanzplänen würden ihre Triebkraft verlieren. Es gibt mehrjährige Zusicherungskredite, die aufgrund prognostizierter Teuerungsraten gesprochen werden, und es gibt unzählige Eckwerte für nachgeschaltete Haushalte, die sich an den einmal ausgegebenen Finanzplanzahlen derart orientieren, dass ein Zurücknehmen dieser Grossen politisch nicht mehr möglich ist. So liegen - wir werden das heute vormittag noch hören - die Finanzplanzahlen für das Jahr 1987 um einen Viertel höher als für das eben besprochene Jahr 1983! Dabei ist der grösste Teil einer angenommenen Teuerung zuzuschreiben. Selbst bei einer AHV-Revision wie der letzten hat die Teuerungsprognose das effektiv eingetretene Mass überschritten, und niemand war mehr in der Lage, das zu korrigieren. 4. Das Problem der Geldwertstabilisierung macht sich auch bei der Revision des Aktienrechtes bemerkbar. Das Mindestkapital, das in den dreissiger Jahren mit 50 000 Franken für eine Aktiengesellschaft festgesetzt worden ist, sollte heute 250 000 Franken betragen. Man hätte diese Erhöhung des Mindestkapitals auf den seinerzeitigen Kaufwert in der Kommission auch vornehmen wollen. Das ist aber für die Aktionäre nicht mehr zumutbar, denn in den bestehenden Aktiengesellschaften müssen - wie ich im zuletzt zitierten «NZZ»- Artikel gezeigt habe - über die Dauer von insgesamt fünf Jahren etwa 600 000 Franken zusätzliche Erträge erwirtschaftet werden, um nach Ertragsbesteuerung in der Aktiengesellschaft und nochmals beim Aktionär die nachzuzahlenden 200 000 Franken zu erhalten. 5. Die zweite Säule, über die man nun landauf, landab diskutiert, steht und fällt mit der Geldwertstabilität. Hier gilt das Kapitaldeckungsverfahren. An sich sollte die zweite, aber auch die dritte Säule einen Realzins ertrag liefern, und jedes Prozent weniger bedeutet etwa 15 Prozent geringere Altersguthaben. Da diese Ersparnisse über Jahrzehnte hin angelegt werden, darf doch nicht ein Effekt eintreten, wie ich ihn jetzt beim Kapital der Aktiengesellschaften erläutert habe, sonst sind nicht nur die Sparer betrogen, sondern auch die Sparmentalität der Schweizer überhaupt wird untergraben. Sie wissen, Herr Bundesrat, welche Probleme allein die Eidgenössische Versicherungskasse hier hat. Da gibt es noch unbewältigte Posten, wie die Verpflichtungen aus Einbau von Teuerungszulagen. All dies würde ja hinfällig, hätten wir endlich keine Teuerung mehr, ja selbst der Streit um zweimalige Anpassung der Teuerungszulage beim Bundespersonal würde gegenstandslos. 6. Wir könnten uns sogar Volksabstimmungen und Ärger ersparen, wie jene über die Preisüberwachung. Das Bundesgesetz und der Apparat wären müssig, hätten wir keine Teuerung mehr. Das Resultat der Volksabstimmung müssen wir als Aufschrei des Volkes dahin interpretieren: Tut doch endlich einmal etwas gegen die Teuerung! Ich wiederhole: die Remedur wäre Geldmengenkontrolle, nicht Preisüberwachung. Diese Aufzählung, zusammen mit der Feststellung von Karl Marx, wer ein kapitalistisches System zerstören wolle, müsse nur das monetäre System zerstören, sollte doch genügen, dass dieser kollektive Diebstahl aus hausgemachter Inflation an allen jenen, die nicht sachwertgesicherte Mittel besitzen, aufzuhören hat. Herr Bundesrat, ich wünsche, dass Ihre Zeit als Vorsteher des Finanzdepartementes in die Geschichte eingeht als der Beginn der Ära des stabilen Geldwertes. Mme Jaggi: Le groupe socialiste approuve, je serais tentée de dire «bien sûr», le compte d'Etat pour 1983. Comment faire autrement, d'ailleurs: les chiffres qui nous sont présentés ont été attentivement calculés, pointés, vérifiés et contrôlés, au point que toutes

ces opérations les ont placés dans une situation qui mérite notre respect, mais qui n'a pas de quoi susciter d'énormes passions. Ce qui nous intéresse bien davantage, c'est l'avenir, c'est la maîtrise de cet avenir, que nous aimerions renforcer par un instrument pour l'instant bien fragile, instrument dit de planification, je dirai plutôt de prévision à peine volontariste. La discussion sur ce compte d'Etat nous fournit l'occasion de formuler quelques remarques, tout d'abord en ce qui concerne l'équilibre des finances fédérales. L'année 1983 a été placée sous l'égide de la poursuite, de la recherche, de la quête de cet équilibre, qui prend un caractère de plus en plus mythique au fur et à mesure de la confirmation de son éloignement, sinon de son importance mesurée en termes monétaires. En 1983 non plus, on l'a dit, cet équilibre n'a été atteint. Le compte financier en est à son treizième exercice avec excédent de dépenses, le compte général de 1983 est déficitaire pour la neuvième année consécutive. Ce n'est certes pas un désastre, mais bien un signe de la difficulté que nous rencontrons à rétablir la situation malgré une succession de mesures, dont certaines prennent un caractère quasiment punitif, une succession de mesures d'économie depuis une demi-douzaine d'années dont les collectivités cantonales et, indirectement à travers elles, les collectivités communales, ont subi les effets au même titre que les citoyens en leurs

Compte d'Etat 1983 730 N 13 juin 1984 différentes qualités de contribuable, de consommateur ou de bénéficiaire de prestations sociales. Toute restriction du ménage fédéral - et des opérations de restriction, nous en avons effectué un joli nombre ces dernières années - entraîne une surcharge pour les autres ménages, qu'il s'agisse de ceux de collectivités ou de personnes. Nous discuterons pas plus tard que la semaine prochaine de la dernière en date de ces opérations de transfert; les retombées à coup sûr se feront sentir sur les destinataires, les victimes de fait de ce programme d'économie, mais ne contribueront pas forcément à soulager la caisse fédérale, puisqu'il s'agira en l'occurrence de la simple prolongation d'un manque à dépenser pour la Confédération. A part la diminution des dépenses, la réalisation du plan financier implique une augmentation des recettes ou atout le moins le maintien des ressources fiscales existantes. A cet égard, nous tenons à nous élever contre les suggestions dont M. Basler vient de se faire l'écho, au sujet d'éventuelles réductions de certaines formes de taxation; le droit de timbre est particulièrement usé, ce droit de timbre qui nous a valu de bonnes surprises ces dernières années, particulièrement en 1983, mais qui ne procure à la Confédération que le 5 à 6 pour cent des recettes totales. Après le refus des différentes formes d'imposition du produit des avoirs fiduciaires, une mesure telle que la réduction du droit de timbre serait non seulement incompréhensible mais encore pour nous, bien sûr, totalement inacceptable. Un éclair à notre sens dans la grisaille de la situation de fin 1983 telle que la reflètent les comptes du dernier exercice: les contraintes très sévères - M. Bonnard vient d'insister sur l'étroitesse de la marge de manœuvre dont on dispose en matière de finances fédérales - imposées par le rapport défavorable entre les dépenses et les recettes n'empêchent heureusement pas toute action, toute intervention non prévue au budget. Le premier volet du programme de relance décidé au mois de mars de l'année dernière a pu développer ses premiers effets au long de l'année 1983, non seulement en entraînant une progression des dépenses supérieure à celle des recettes mais aussi - conséquence plus positive - en dégageant un volume de commandes et donc des possibilités d'emploi dans l'immédiat. Six mois après le lancement de ce programme et sa mise en œuvre, 1400 millions, soit approximativement 80 pour cent des montants réservés, avaient été affectés. Malgré les difficultés d'amorçage de l'application d'un tel programme, on constate donc qu'on a pu rendre efficace rapidement un programme ainsi lancé, dans une certaine précipitation. On a

pu surmonter ces difficultés dans un délai tout à fait convenable, ce qui n'empêche pas certains d'ironiser sur le temps de mise en place, ou de réclamer une compensation des dépenses de relance à la charge d'autres postes des dépenses courantes, ou à la charge des budgets futurs. Enfin, dernière remarque: après plusieurs années d'alternance en tête du classement des dépenses de la Confédération d'après leur fonction, les comptes 1983 font apparaître une égalité, peut-être occasionnelle, entre les dépenses totales consacrées respectivement à la défense nationale et celles qui l'ont été à la prévoyance sociale. Les dépenses militaires, qui dominaient constamment dans le budget fédéral jusqu'en 1979 compris, puis en 1981, ont fait place dans les exercices intermédiaires à une petite prédominance de la prévoyance sociale et, en 1983, à une inégalité. Un équilibre, au moins un! a donc été établi puisque la différence en faveur de la prévoyance sociale est de 5 petits millions - 4318 millions de francs contre 4313 millions - le poste des dépenses militaires étant alourdi par le premier programme de relance, dans lequel les commandes militaires ont tenu une place à notre sens trop importante. Voilà les quelques considérations que nous tenions à émettre au sujet du compte 1983, que le groupe socialiste approuve.

Biel: Die Zeit der Finanzwunder ist vorbei. Unser neuer Finanzminister hat keine Milliarde gefunden wie sein Vorgänger, und er wird auch in den nächsten Jahren keine finden. Die Rechnung, so wie sie vorliegt, ist ungünstig zu beurteilen, obschon der Abschluss etwas besser ist als budgetiert. Wenn wir berücksichtigen, dass trotz aller Probleme 560 Millionen Mehreinnahmen erzielt werden konnten, dann hätte eigentlich ein besseres Ergebnis herauskommen müssen. Die berühmte Schere hat sich wieder geöffnet: Die Ausgaben sind um 5,1 Prozent gewachsen und die Einnahmen nur um 3 Prozent. Wenn wir das zusammen würdigen, sehen wir, dass die Bundesfinanzen alles andere als in einem guten Zustand sind. Gesamtwirtschaftlich war das Klima ungünstig; das Bruttoinlandprodukt ist real sogar leicht zurückgegangen. Ich habe schon im November 1982 bei der Beratung des damaligen Budgets auf diese Entwicklung aufmerksam gemacht. Ich habe im übrigen damals auch deutlich gesagt, dass die Warenumsatzsteuer weniger einbringen werde als budgetiert. Man wollte aber damals von einer Korrektur nichts wissen. Nun haben wir gesehen, dass dort ziemlich viel weniger eingegangen ist. Die Ausgaben dagegen haben - nicht zuletzt auch als Folge der relativ ungünstigen äusseren Begleitumstände - um eine runde Milliarde zugenommen. Bei der Ausgabenentwicklung liegt das Problem! Nach einigen Jahren der Bremsung - bzw. sogar des Rückganges - ist nun seit zwei Jahren die Staatsquote in der Schweiz wieder im Steigen. An sich bedeutet das nicht sehr viel für ein Jahr; wenn Sie aber den Trend ansehen, können Sie einiges daraus herauslesen. Es ist das, was uns beunruhigt. Alles in allem dürften Bund, Kantone und Gemeinden ihren Anteil am Bruttosozialprodukt wieder auf über 27 Prozent erhöht haben. Wenn Sie nun die Finanzrechnung allein ansehen, entspricht der Abschluss einigermaßen den finanzpolitischen Regeln. Wir sehen, dass die Neuverschuldung geringer war als die Entwicklung des Bruttosozialproduktes, und wir sehen vor allem, dass nach wie vor noch keine laufenden Ausgaben über die Neuverschuldung finanziert werden müssen. Würden wir allerdings die Rechnung anders führen (nach einem anderen Modell, so wie es die Kantone nun einführen wollen) und würden wir dabei die Arbeitgeberbeiträge des Bundes an die Eidgenössische Versicherungskasse sowie die Zinskosten als effektive Ausgaben in der Finanzrechnung verbuchen, dann wären wir bereits nahe an der Grenze angelangt, von der an laufende Ausgaben durch Neuverschuldung finanziert werden müssen. Es ist vielleicht gut, wenn wir als Ausgangspunkt der grossen Diskussion über Regierungsrichtlinien und Finanzplan gerade die Staatsrechnung zu behandeln haben. Es ist ein deutliches Warnzeichen dafür,

wohin die Entwicklung geht, wenn wir nicht Gegensteuer geben. Wir haben diese Warnungen zu beherzigen. Es ist nämlich in den nächsten Jahren an uns, dazu beizutragen, zumindest gegen Ende der Legislaturperiode dem grossen Ziel, dem Budgetausgleich, näher zu kommen; mehr wollen wir nicht erhoffen. Das bedarf allerdings grösster Anstrengungen, weil im Einnahmenbereich in den nächsten Jahren nichts mehr zu holen ist. Was es auszuschöpfen gab, haben wir ausgeschöpft. Das sind einige der Überlegungen, die sich im Zusammenhang mit der Staatsrechnung 1983 aufdrängen. Oehen: Unser Kommissionspräsident hat heute morgen einige sehr zutreffende und bedeutungsvolle Ausführungen zur vorliegenden Rechnung abgegeben. Wenn ich in jenem Moment die Aufmerksamkeit des Rates für seine Ausführungen als Massstab nehme für die Wichtigkeit, die man seinen Worten zumass, war es ein leichtgewichtiges Geschäft, das unser Kommissionspräsident behandelte. Ich bin allerdings ganz anderer Meinung. Auch wenn die Staatsrechnung lediglich ein Rückblick auf Vergangenes ist, so muss die Gelegenheit genutzt werden, um einige grundsätzliche Betrachtungen anzustellen, um eine Standortbestimmung vorzunehmen, etwa in dem Sinne wie Herr Kollega Basler im Zusammenhang mit der Geldwertstabilität - einem unserer grossen Ziele - oder Herr

13. Juni 1984 N 731 Staatsrechnung 1983 Kollega Biel, der auf die Problematik der sich öffnenden Schere hingewiesen hat. Die Rechnungsablage des Bundesrates am Ende eines Geschäftsjahres ist etwas Unabänderliches, das wir einfach noch absegnen können. Die Finanzkommission hat die buchhalterische Richtigkeit zweifellos sehr sorgfältig geprüft und die Zahlen für richtig befunden. Dem Bundesrat, seiner Verwaltung und unserer Kommission gebührt ganz unabhängig vom Resultat der Rechnung unser Dank, der hiermit ausgesprochen sei. Das Ergebnis - sei es etwas mehr oder weniger schlecht (von gut dürfen wir seit zehn Jahren ohnehin nicht mehr reden) - hängt recht wenig vom Willen des Bundesrates und der Verwaltung, aber sehr viel von unserem Willen, vom Willen des Parlamentes; ab. Die Rechnung ist ja schlussendlich nichts anderes als das in Zahlen gefasste Ergebnis der parlamentarischen Arbeit, unseres politischen Willens. Und wenn man die Rechnung mit der Verschuldung, die wir heute erreicht haben, überprüft, sich der Problematik bewusst ist, begreift man natürlich schon, wenn die meisten Mitglieder des Rates bei der Behandlung dieses Geschäftes lieber nicht allzu genau hinhorchen. Der Kommissionspräsident hat darauf hingewiesen, dass überstürzte Investitionen vor allem wegen der Beschäftigungsproblematik vorgenommen wurden. Dieses «überstürzt» hat mir persönlich einen Stich gegeben, denn es ist eine Disqualifikation unserer Tätigkeit, wenn wir nicht soweit vorausblicken und Entwicklungen, die sich am Horizont sehr klar abzeichnen, nicht rechtzeitig in unsere Überlegungen miteinbeziehen können, so dass man dann bei der Ablage einer Rechnung von überstürzten Investitionen, die das Ergebnis bedeutend verschlechtert haben, sprechen muss. Wenn wir in den verschiedenen Unterlagen aufmerksam die Situation studieren, treffen wir immer wieder auf Aussagen, die es uns eigentlich erlauben müssten, rechtzeitig zu handeln. So zum Beispiel im Legislaturfinanzplan, den wir heute auch in Angriff nehmen, wo darauf hingewiesen wird, dass die andauernde Staatsverschuldung Lasten auf die Zukunft übertrage, weil wir mit den geborgten Mitteln nicht nur ertragsabwerfende Investitionen, sondern auch laufenden Konsum finanzieren. Es wird dort auch darauf hingewiesen, wir müssten dafür sorgen, dass die steigende Zinsbelastung nicht den Handlungsspielraum des Staates von morgen einengt. Ich habe schon vor mehreren Jahren immer wieder darauf hingewiesen, dass wir für die Bewältigung zukünftiger Aufgaben wenig Spielraum haben. Diese Feststellung ist aus unserer Sicht sehr ernst zu nehmen. Im Legislaturfinanzplan wird darauf hingewiesen, dass

es schwierig sei, den künftigen Mittelbedarf für den Umweltschutz, insbesondere im Zusammenhang mit dem Waldsterben, vorausszusehen. Der Sinn dieser Aussage ist klar, die Formulierung ist etwas ungeschickt. Es ist tatsächlich so, das Waldsterben bedeutet ein Alarmzeichen dafür, dass in kürze zwangsläufig grosse Aufgaben im Zusammenhang mit unserer Umwelt, mit der Erhaltung unserer Lebensgrundlagen, unausweichlich werden dürften. Es ist deshalb aus dieser Sicht geradezu dramatisch, feststellen zu müssen, dass wegen der Verschuldung sehr wenig Spielraum zur Bewältigung derartiger Zukunftsaufgaben vorhanden ist. Ich möchte hier noch einmal auf das Wort von Herrn Kollega Basler zurückkommen, das mir sehr wesentlich scheint. Seit vielen Jahren betonen wir immer wieder, dass wir der Geldwertstabilität Bedeutung zumessen würden. Die Haltung unserer Gesellschaft als Ganzes gegenüber diesem Problem ist aber bis heute wenig überzeugend ausgefallen. Deshalb möchte ich auf die sehr zutreffenden Ausführungen von Herrn Basler hinweisen, und ich bitte Sie, Herr Kollega Basler, machen Sie diesen entscheidenden Absatz uns allen in Form einer Vervielfältigung zugänglich; es lohnt sich nämlich, darüber nachzudenken. Trotz dieses Hinweises muss ich aber auch erwähnen, dass wir natürlich die Teuerung nicht unter Kontrolle bringen werden, einerseits, weil zunehmend unersetzliche Güter knapp und nach marktwirtschaftlichen Gesetzen damit auch teurer werden. Auf der anderen Seite besteht aus den sozialen Zielsetzungen unserer Gesellschaft heraus wenig Bereitschaft, diese Teuerungen tatsächlich zu ertragen. Jedermann versucht sie abzuwälzen und löst damit inflationäre Entwicklungen aus. Vor rund anderthalb Jahren, bei der Behandlung des Budgets des Jahres 1983, habe ich die Vorlage in sehr harten Worten gezeisselt. Ich habe damals gesagt, die Vorlage sei für mich das Zeichen der Resignation und wir blockierten uns seit Jahren gegenseitig in der Möglichkeit der Sanierung unseres Staatshaushaltes, einerseits durch Verweigerung neuer Einnahmequellen, andererseits durch das immer sofort einsetzende Geschrei über angebliche soziale Demontage. Ich habe das Wort «Opfersymmetrie», das damals sehr oft fiel, als Synonym für «Unfähigkeit zur Problemlösung» bezeichnet. Ich habe sogar gesagt, es sei eine Frage der Moral, ob man dem Budget zustimme oder nicht. Heute liegt die Rechnung vor, und wir sind nach wie vor der Meinung, es sei unerträglich, eine solche Rechnung absegnen zu müssen, um so mehr, als man jahrelang aus unseren Kreisen konkrete Vorschläge unterbreitete, um dem deklamatorisch von jedermann erklärten Ziel des Gleichgewichtes wenigstens nahezukommen, und wir doch immer wieder solche Defizite vorgelegt erhalten. Unsere Fraktion hat beschlossen, dass wir uns der Stimme enthalten werden. Wir möchten nicht die Verantwortung mittragen für einen Rechnungsabschluss, der nach unserer Meinung eine unerträgliche Haltung des gesamten Parlamentes gegenüber dem Problem des Staatshaushaltes zum Ausdruck bringt. Breini: Ich darf mit etwas Positivem beginnen: Wir betrachten es als erfreulich und als nicht selbstverständlich, dass im vergangenen Jahr die Einnahmen des Bundes um 3 Prozent gestiegen sind. Der Bund hat damit an der Steigerung des Bruttosozialproduktes, all dessen, was in der Schweiz erarbeitet worden ist, partizipiert. Diese schweizerische Gesamtleistung ist um 3,6 Prozent gestiegen, im fast gleichen Umfang also wie die Einnahmen des Bundes. Weniger erfreulich ist die Tatsache, dass die Ausgaben über 5 Prozent zugenommen haben. Der Ausgabenüberschuss in der Rechnung verdoppelte sich von 400 auf 800 Millionen Franken. Seit 1978 ist damit zum ersten Male die Staatsquote wieder gestiegen. Der Grund dafür liegt ausschliesslich bei den Arbeitsbeschaffungsmassnahmen. Ohne die Arbeitsbeschaffungsmassnahmen wäre die Staatsquote auch im vergangenen Jahr gleich geblieben - bei etwa 40 Prozent. Aber immerhin, diese Arbeitsbeschaffungsmassnahmen wurden beschlossen. Wir haben sie

ausgeführt. 300 Millionen sind im vergangenen Jahr dafür verwendet worden, und ich darf mir vielleicht die Bemerkung erlauben, dass die gesamten Aufwendungen, die wir für die Arbeitsbeschaffung erbringen, fremdfinanziert sind, d. h. also durch zusätzliche Verschuldung finanziert werden. Wir dürfen uns die Frage stellen, ob das ein Zeichen der Stärke sei, ob der, der eine solche Aufwendung völlig fremd finanzieren muss, eigentlich in der Position sei, Hilfe zu erbringen oder Hilfe zu benötigen. Jedenfalls ist ein Impuls, der völlig durch Fremdvverschuldung geschieht, keine langfristige Förderung der schweizerischen Wirtschaft. Das betrifft zwar nicht so sehr den Finanzdirektor, aber es ist trotzdem richtig. Wir feiern in diesem Jahr die 13. Wiederholung des Bundesdefizites. Es ist zum 13. Mal so, dass wir im Juni hier im Nationalrat die im Vorjahr verlorenen Millionen bejammern. Unser Defizit beläuft sich auf 5 Prozent der Ausgaben. Wir wären alle hier wohl zufrieden, wenn wir das Defizit wenigstens auf die Hälfte reduzieren könnten. Es handelt sich also heute noch darum, 2,5 Prozent der Ausgaben zu reduzieren, dann wären wir eigentlich an unserem Ziel angelangt. Diese Aufgabe, einen so kleinen Teil von 2,5 Prozent zu reduzieren, kann man aus wirtschaftlicher, aber auch aus politischer Sicht beurteilen. Man muss sich die Frage stellen, wie man in den letzten Jahren zu mehr Bundeseinnahmen gekommen ist, um dann abzuleiten, wie man das auch in

Compte d'Etat 1983 732 N 13 juin 1984 Zukunft tun kann. Wenn man die Rechnungen der letzten Jahre daraufhin untersucht, kann man etwas vereinfachend feststellen, dass die Bundeseinnahmen weniger abhängig sind von der Entwicklung der Steuern oder der Steuersätze, sondern vielmehr von der Entwicklung der schweizerischen Wirtschaft. Wenn es an unseren Arbeitsplätzen gut geht, steigen die Bundeseinnahmen. Das ist die Abhängigkeit und weniger die Revision von Steuergesetzen. Insofern stehen wir also vor einem primär wirtschaftlichen Problem, das wir jedenfalls nicht mit Arbeitsbeschaffungsmassnahmen, sondern mit politischen Rahmenbedingungen lösen können. Wie erwirken wir andererseits, dass die Ausgaben gesenkt werden können? Das ist immer wieder eine Frage der politischen Absicht und des politischen Willens. Die Reduktion des Defizites auf etwa 500 Millionen Franken ist ja für uns alle eigentlich nicht ein politisches Ziel, sondern eine Voraussetzung, um politische Ziele zu erreichen. Auf diesem Gefechtsfeld sollten wir eigentlich alle, von allen Parteien, auf der gleichen Seite stehen. Auf der anderen Seite stehen die Inflation und die Unterbeschäftigung. In bezug auf die Inflation haben wir allerdings noch einen ganz starken Partner, der hier erwähnt werden soll, das ist die Schweizerische Nationalbank. Wir würden hier über einen bedeutend schlechteren Abschluss des Bundes sprechen, wenn es der Nationalbank nicht schon seit Jahren gelungen wäre, einen bedeutenden Beitrag an die langfristige Inflationsbekämpfung zu erbringen. Wir möchten hier auch von unserer Fraktion aus unserer Dankbarkeit Ausdruck geben gegenüber Bundesrat und Nationalbank, dass sie an der Front der Inflation so gut gewirkt haben. Das ist auch ein Grund, warum wir die Nationalbank auf keine anderen Kriegsschauplätze bemühen möchten. Die Nationalbank hat genügend Aufgaben, und sie erfüllt sie gut. Wir leiten davon nicht ab, dass man ihr weitere Aufgaben übertragen soll, sondern wir leiten davon ab, dass sie diese wesentlichen Aufgaben auch in Zukunft gut, 100prozentig, erfüllen soll. Ich komme zurück auf dieses Gefechtsfeld, auf dem wir eigentlich auf der gleichen Seite stehen sollten. Wir hören gelegentlich, dass unser Vorrat an Gemeinsamkeit unter den Fraktionen und der Vorrat an finanzpolitischer Gemeinsamkeit unter den Parlamentariern aufgebraucht sei. Ich kann das nicht glauben und hoffe, das nicht glauben zu müssen. Jedenfalls: Wer diesen Vorrat an Bereitschaft und Gemeinsamkeit, auch auf finanzpolitischem Terrain, aufgebraucht hat,

für den ist es wahrscheinlich Zeit, dass er hier andere zum Zuge kommen lässt, die diese Bereitschaft und diesen Vorrat noch mitbringen. 3. Nach 13 Jahren einer Stop-and-go-Politik, einer Politik des Sparens und des Ausgebens, haben sich auch Erfolge gezeigt. Wir haben aber zu beachten, dass in einigen Verwaltungsbereichen sowohl die Bereitschaft wie die Fähigkeit entwickelt wurden, einschränkende Bestimmungen zu umgehen. Das haben diese Rechnung bzw. auch die Arbeit der Finanzkommission zutage gefördert. Es werden Firmen bemüht, deren einzige Leistung darin besteht, Personal zur Verfügung zu stellen -, um den Personalstopp zu umgehen; in einzelnen Ämtern oder Instituten werden etwas merkwürdige Einkaufs- und Beschaffungsmethoden angewandt (wir werden in einem späteren Zeitpunkt noch darauf zurückkommen). Wir danken jedenfalls dem Bundesrat, dass er sich immer wieder gegen solche «gehobenen Lausbubenstreiche» zur Wehr setzt. 4. Wir haben gestern im Zusammenhang mit den PTT schon über die Frage der Versicherungskassen gesprochen. Das Problem stellt sich hier gleich: PTT, SBB und Bund weisen in ihren Bilanzen einen Betrag von total fast 4,5 Milliarden Franken nicht aus. Wir halten dies für falsch, was wir schon mehrere Male dargestellt haben. Wir verzichten hier aber auf ausführlichere Mitteilungen in dieser Richtung, weil uns Herr Bundesrat Stich in Aussicht gestellt hat, dem Parlament diesen Problemkreis in geeigneter Form rasch zu einer Entscheidung vorzulegen. Schliesslich noch: Die Analyse der Staatsrechnung hinterlässt einen Eindruck, dessen Erwähnung ich - wie man mir geraten hat - besser unterliesse. Trotzdem wage ich einen Versuch: In den Diskussionen in Sachen Finanzpolitik zwischen dem Bund und den kantonalen Regierungen, insbesondere den kantonalen Finanzdirektoren, (es gibt sehr viele solcher Kontakte) herrscht heute offensichtlich ein politisches Machtgefälle zuungunsten des Bundes. Sie alle kennen das, und Herr Bundesrat Stich kennt das am besten. Ich kann dieses für den Bund negative Machtgefälle selbst nicht abschliessend beurteilen und hier jedenfalls nicht einzelnes aufzählen. Immerhin darf ich vielleicht einen Hinweis geben: Die Regierungsräte, vor allem auch die Finanzdirektoren, haben zu Hause in ihren Rathhäusern kantonale Parlamente h/nfersich. Der Bundesrat hat gelegentlich kantonale Parlamente vor sich. Ich möchte Sie alle auffordern, Ihre Aufgabe hier als Nationalrat etwas mehr so zu verstehen, dass wir hier primär die nationalen Interessen und nicht primär kantonale Interessen zu vertreten haben. Ein letzter Punkt: Was liegt uns heute eigentlich vor? Ist es eine Staatsrechnung, oder sind es sieben Departementalrechnungen? Legt uns ein Bundesrat seine einzige Rechnung vor, oder haben wir sieben voneinander relativ unabhängige Herzogtümer, die hier ihre departementalen Rechnungen vorlegen? Ich bin in der Finanzkommission beeindruckt darüber, wie häufig Mitglieder des Bundesrates ausschliesslich départemental argumentieren und wie selten Mitglieder des Bundesrates an eine tatsächlich gemeinsame Finanzpolitik denken. Als Beispiel dafür möge dienen, was wir immer über die Personalfragen sprechen, und als Beispiel möge auch immer jener Zeitpunkt dienen, da wir vom Bundesrat eine gewisse Einsparung verlangen, die ihn zwingt, entweder départemental oder sogar amtsbezogen überall gleichmässig zu reduzieren oder durch einen Führungsentscheid Prioritäten zu setzen. Nur in vereinzelt Fällen rafft sich aber der Bundesrat zu einer Kollegialregierung auf; leider ist es häufig so, dass - nach aussen mindestens - der Eindruck entsteht, es handle sich vorwiegend um sieben Departementsvorsteher. Ich hoffe, dass dieser äussere Eindruck täuscht. Ich bin Herrn Bundesrat Stich dankbar, wenn auch er dazu beiträgt, dass dieser äussere Eindruck mit einem anderen Inhalt angereichert wird. Unsere Fraktion stimmt in diesem Sinn und mit diesen Bemerkungen der Rechnung zu. Sie bittet den Bundesrat, die mit 2,5 Prozent der

Aufwendungen zu beziffernden Aus- gleichsleistungen zu erbringen und dabei tatsächlich wieder mehr als Kollegium und weniger als Einzelkämpfer zu wirken. Feigenwinter: Nachdem wir mit dem Fahrplan schon derart im Rückstand sind, möchte ich mich nach der Devise von Luther richten, die er den Volksrednern mitgegeben hat: «Tritt auf, tu's Maul auf, hör auf!» Die CVP-Fraktion stimmt der Staatsrechnung 1983 zu. Anders als in den beiden vorangehenden Jahren 1981 und 1982 hat sich im Rechnungsjahr 1983- Herr Biel hat darauf hingewiesen - zwar weder ein Milliarden- noch ein Halbmil- liardenwunder ereignet. Wir stellen fest, dass wir per saldo gerade noch 100 Millionen besser als das Budget liegen. Nun ist allerdings nicht das Budget, sondern es sind viel- mehr die Vergleichszahlen aus den Vorjahren für die Beur- teilung des Finanzhaushaltes des Bundes massgeblich. Hier müssen wir leider feststellen, dass sich der 1982 wiederum eingeleitete Trend mit stärkerem Ausgaben- als Einnahmen- wachstum weiter fortgesetzt hat. Erneut sind die Ausgaben um fast 1 Milliarde gegenüber dem Vorjahr gestiegen. Der Zuwachs des Bruttosozialproduktes belief sich auf 3,6 Pro- zent, die Steigerung der Ausgaben aber auf 5,1 Prozent. Die Einnahmen haben demgegenüber nur um 3 Prozent zuge- nommen. Das war gesamthaft gesehen nur möglich, weil die Wust um rund einen Zehntel erhöht wurde. Selbst wenn man berücksichtigt, dass die Ausgaben noch mit rund 300 Millionen für Beschäftigungsmassnahmen belastet sind, trö- stet das über den tatsächlich schlechten Zustand der Bun-

13. Juni 1984 N 733 Staatsrechnung 1983 desfinanzen nicht hinweg. Zum 13. Male hintereinander schliesst die Rechnung des Bundes defizitär ab, und der Bilanzfehlbetrag erhöht sich auf 16,5 Milliarden. Wir bezah- len heute mehr als 1 Milliarde Passivzinsen, was den finan- ziellen Spielraum des Bundes zweifellos einschränkt. Wir stehen unmittelbar vor der Beratung des Finanzplanes für die Jahre 1984 bis 1987. Ohne dieser Debatte vorgreifen zu wollen, kann man heute feststellen, dass der Trend zu nega- tiven Rechnungsabschlüssen nur dann gebrochen werden kann, wenn alle dort vorgesehenen Entlastungsmassnah- men verwirklicht werden können. Das scheint aber schon aus heutiger Sicht teilweise fraglich, weil möglicherweise die politische Unterstützung nicht für jede einzelne Mass- nahme gleich stark ist. Es ist im übrigen kaum an eine Erhöhung bisheriger direkter oder indirekter Steuern zu denken, so dass man bei den Ausgaben ansetzen muss, wenn man das Ziel des Ausgleiches der Bundesfinanzen nicht aus den Augen verlieren will. Der Begriff Kompensation wird in Zukunft nicht nur im Verhältnis zwischen Bund und Kantonen eine Rolle spielen, vielmehr wird auch im Bundeshaushalt selber immer dann nach einer Kompensation gesucht werden müssen, wenn eine bestehende Bundesaufgabe ausgebaut, intensiviert werden soll oder gar eine neue Aufgabe übernommen wer- den muss. Es wird in Zukunft unumgänglich sein, mehr Prioritäten zu setzen. Die Fortschreibungsmentalität bei den Ausgaben wird der Situation nicht mehr gerecht. Wir kön- nen nicht mehr mit wesentlich grösseren Einnahmen rech- nen, so dass man nicht darum herum kommen wird, ein- zeln Kuchenstücke zu verkleinern, damit der Anteil für andere Bereiche grösser wird. Die Übernahme neuer Aufga- ben durch den Bund wird überhaupt nur noch möglich sein, wenn gleichzeitig die Finanzierung sichergestellt wird. Eine letzte Bemerkung: Auch der Bund muss zu seinen Finanzierungsquellen Sorge tragen. Ein gutes Beispiel für dieses Anliegen ist die Stempelsteuer. Dank der Börsen- hausschneise und dem hohen Dollarkurs, vor allem aber wegen der starken Ausdehnung des Handels mit hochverzinslichen Geldmarktpapieren, sind die Erträge fast explosionsartig gestiegen. Die Schweiz könnte möglicherweise noch erheb- lich mehr von diesem goldenen Segen auf ihre eigenen Mühlen ableiten, wenn sie in der Besteuerung von kurzfristi- gen

Geldmarktpapieren durch Stempelabgaben flexibler würde. Nicht nur die Wirtschaft, auch der Staat müsste auf veränderte Gegebenheiten rascher reagieren und nicht warten, bis andere ihm entscheidend zuvorkommen. Weniger könnte in diesem Falle höchstwahrscheinlich mehr sein. Bundesrat Stich: Ich kann mich kurz fassen. Die Herren Berichterstatter haben eingehend über die Finanz- und die Staatsrechnung orientiert. Trotzdem zur Geschichtsschreibung - und das ist ja die Staatsrechnung - ein paar Bemerkungen: Die Staatsrechnung, Herr Oehen, stellt das Zeugnis aus für die Regierung und für die Verwaltung, aber auch für das Parlament. In der Schule können sich die Eltern weigern, ein Zeugnis zu unterschreiben. Sie schieben damit dem Lehrer die Schuld in die Schuhe, wenn ihr Sohn oder ihre Tochter nicht genügend gearbeitet hat oder zu wenig intelligent ist. Aber meistens ist es in solchen Fällen doch so, dass man bei sich selber suchen muss. Die Staatsrechnung ist ein Zeugnis für unsere Tätigkeit im Parlament und in der Regierung, sie ist die Quittung, sie ist das Ergebnis, das wir alle zu verantworten haben. Weil das so ist, lohnt es sich auch, bei der Staatsrechnung einige Gedanken anzustellen, wie das heute morgen im Hinblick auf die Zukunft geschehen ist. Die Staatsrechnung hat besser abgeschnitten, als budgetiert war. Sie hätte noch besser abgeschnitten, wenn wir keine Beschäftigungsmassnahmen hätten treffen müssen. Allerdings geht der Trend eindeutig wieder in Richtung auf zunehmende Aufgaben und zunehmende Defizite, wenn es uns nicht gelingt, etwas Wirksames dagegen zu tun. Herr Basler hat die Frage der Teuerung angeschnitten. Er hat erklärt, die Teuerungsbekämpfung sei das wichtigste Ziel. Das ist zweifellos richtig. Es ist ein wichtiges Ziel. Aber wenn ich an dieses Parlament denke, das mit grossem Elan für die Beseitigung der kalten Progression gekämpft hat, dann sind Sie wohl nicht davon überzeugt, dass wir in der Zukunft bei der Teuerungsbekämpfung sehr erfolgreich sein werden. Sie wünschen von mir, ich solle eine Ära der Stabilität einleiten, aber das müssen Sie wahrscheinlich eher Herrn Reagan wünschen und zumuten; denn er ist an der zuständigen Stelle, dort wo die weltweite Teuerung am ehesten gemacht wird, und zwar durch einen unausgeglichene Haushalt. Auch der ausgeglichene Haushalt gehört zu guten wirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Die Nationalbank ist für die Währungspolitik nicht allein verantwortlich. Sie trägt daran den grössten Teil; genau wie Sie eine grosse Verantwortung für die Ausgeglichenheit des Bundeshaushaltes tragen. Das ist letztlich eben doch auch eine wichtige Voraussetzung. Man muss sich im klaren sein: Wir haben im letzten Jahr ein Defizit von wieder fast einer Milliarde finanzieren müssen. Das bedeutet steigende Schuldzinsen. In diesem Jahr werden wir wahrscheinlich wieder ein ähnliches Defizit haben, was bei leicht steigenden Zinssätzen wiederum zu höheren Zinslasten führt. Hier stossen wir auf die Grenzen der Ausgabenbeschränkung. Man hat kritisiert, dass die Ausgaben im vergangenen Jahr mit 5,1 Prozent höher gewesen seien als das Bruttosozialprodukt. Das ist richtig. Auf der anderen Seite, wenn wir keine Beschäftigungsmassnahmen finanziert und auch nicht das Wachstum der Kantonsanteile an den Steuereinnahmen gehabt hätten - das sind eben für den Bund auch Ausgaben -, wäre die Ausgabenzunahme leicht unter dem Bruttosozialprodukt gelegen, und wir hätten eine bessere Rechnung gehabt. Aber im ganzen schränken wir durch die zunehmende Verschuldung unseren eigenen Handlungsspielraum ein, und deshalb ist es zweifellos notwendig, etwas dagegen zu tun. Herr Basler hat bemerkt, dass es offenbar sehr schwierig sei, die Teuerung zu berechnen, und er hat vor allem kritisiert, dass die Schätzung für die direkte Bundessteuer etwas daneben geraten sei. Das ist richtig; es ist jedoch schwierig, im Detail die kalte Progression zu schätzen, weil man nicht weiss, in welchen Steuerklassen die steuerbaren Einkommen zunehmen. Wichtiger aber ist, dass man im Jahr zuvor die

Steuervorauszahlung um etwa 200 bis 250 Millionen Franken überschätzt hat. Das kommt daher, dass die Kantone Vorauszahlungen nicht ausscheiden können. Wir werden zweifellos die Kontrolle etwas verbessern müssen, damit wir bessere Unterlagen für die Budgetierung des Steuereinganges haben. Dazu kommt, dass man bei den juristischen Personen im letzten Jahr mit einem Zuwachs der steuerbaren Erträge von 8 Prozent gerechnet hat; in Wirklichkeit haben sie aber um 17 Prozent zugenommen, wobei ein einziger Steuerpflichtiger bekanntlich über 100 Millionen mehr hat entrichten müssen. Solche Entwicklungen kann man nicht ohne weiteres voraussehen. Die Frage der EVK ist ebenfalls angeschnitten worden. Es ist richtig, dass wir uns darüber in diesem Jahr in zweierlei Richtungen unterhalten werden: Auf der einen Seite über das Rechnungsmodell, wobei wir selber der Auffassung sind, das Rechnungsmodell des Bundes sei für den Bund selber angemessen; es muss und soll aber verbessert werden. Eine besondere Situation ergibt sich daraus, dass die EVK keine eigene Rechnung hat, sondern in die Staatsrechnung integriert ist. Damit werden die Leistungen des Bundes bloss als Aufwand und nicht als Ausgaben der Finanzrechnung verbucht. Wenn wir umgekehrt eine separate Rechnung hätten, dann müssten die Leistungen des Bundes als effektive Ausgaben in die Finanzrechnung eingestellt werden. Diese beiden Problemkreise werden wir in diesem Jahr noch besprechen. Wir haben auch ein Gutachten, wonach sich der Bund im wesentlichen mit einer Deckung von rund zwei Dritteln begnügen und im Prinzip einen Drittel im Umlageverfahren decken könnte. Hierzu werden Sie sicher in diesem Jahr noch Stellung nehmen können, weil natürlich der Bund seine Statuten an die EVK anpassen muss. Das bleibt auch dem Bund nicht erspart.

Compte d'Etat 1983 734 N 13 juin 1984 Herr Feigenwinter hat von Kompensation gesprochen, Kompensationen nicht nur zwischen Kantonen und Bund. Es ist sicher richtig, wenn er sagt, man müsse auch im Bundeshaushalt selber Kompensationen finden. Umgekehrt ist immer wieder zu bedenken, dass zwei Drittel der Bundesausgaben auf den Transferbereich entfallen. Wenn wir dort andere Prioritäten setzen, trifft es Dritte, und das sind in der Regel primär die Kantone, die diese Gelder dann unter Umständen weiterleiten. Mit der Forderung, Prioritäten zu setzen, ist in der Regel nur gemeint, etwas Positives zu tun, etwas mehr zu tun, mehr auszugeben; umgekehrt muss man sehen, dass, wenn man Prioritäten setzen und nicht gleichzeitig mehr ausgeben will, man auf Aufgaben verzichten müsste, was bedeutend schwieriger durchzusetzen ist; da drängt sich in der Regel niemand zur Kasse, und da bekommen wir auch von Ihnen relativ wenig Postulate und Motionen. Eintreten ist obligatorisch L'entrée en matière est acquise en plein droit
Detailberatung - Discussion par articles Antrag der Kommission Mehrheit Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Minderheit (Biel) 6 Finanzdepartement 606 Zollverwaltung Franken S. 64 840.01 Einfuhrzölle 921 027 271 S. 64 921.01 Anrechnung von Erhebungskosten 48 578 222 S. 130 Rückstellungen 604.01 Verbilligung von Brotgetreide - Einlage 40445137 - Zunahme 16083660 - Stand am 31. Dezember 1983 25 201 815 Proposition de la commission Majorité Adhérer au projet du Conseil fédéral Minorité (Biel) 6 Département des finances 606 Administration des douanes Francs p. 64 840.01 Droits d'entrée 921027271 p. 64 921.01 Imputation de frais de perceptions 48 578 222 p. 130 Provisions 604.01 Réduction des prix de blé - Versement 40 445 137 - Augmentation de la provision 16 083 660 - Etat au 31 décembre 1983

201 815 Biel, Sprecher der Minderheit: Der Antrag sieht etwas kompliziert aus, aber die Rechnung ist eben auch kompliziert, vor allem, wenn es darum geht, bestimmte Einnahmen in eine Rückstellung zu legen und sie dann der Rückstellung für bestimmte Zwecke wieder zu entnehmen. Deshalb müsste der Antrag so formuliert werden. Ich möchte Ihnen eine Umbuchung von rund 1 Million Franken beantragen. Es geht um folgendes: Sie sehen auf Seite 64 des Budgets die Position 921.01, Anrechnung von Erhebungskosten. Das sind rund 49,6 Millionen Franken. Was ist das alles? Zuerst muss man darüber Bescheid wissen. Bei bestimmten Spezialrechnungen, für die zweckgebundene Einnahmen vorliegen, zieht die Zollverwaltung aufgrund zweier nichtveröffentlichter Bundesratsbeschlüsse seit vielen Jahren 2,5 Prozent ab als sogenannte Anrechnung der Erhebungskosten. Darunter haben wir gut 17 Millionen Franken Tabaksteuer, fast 27 Millionen Franken Treibstoffzölle, 660 000 Franken Zollzuschlag auf Wein, Pflanzenschutzgebühren und andere Abgaben sowie 3,6 Millionen Monopolgebühren und nun erstmals auch 1,01 Millionen Franken mit dem schönen Titel «Herabsetzung des Verkaufspreises für Inlandgetreide». Das einmal zur Zusammensetzung dieser Position, damit Sie sich ein Bild machen können, was man sich darunter vorzustellen hat. Doch nun zum Werdegang. Was steckt dahinter? 1977 haben wir im Rahmen von Sparmassnahmen den Brotgetreidezoll von 3 Franken auf 28 Franken erhöht, weil man dadurch das Defizit der Getreiderechnung, das der Bund übernehmen müsste, etwas vermindern konnte. Am

E. 30

November 1980 hat das Schweizervolk einen neuen Verfassungsartikel genehmigt, nach dem künftig das Inlandbrotgetreide zu Selbstkosten von den Müllern zu übernehmen ist. Der Bund hat gegen 100 Millionen Franken gespart. Wir haben also keine Verbilligung des Brotgetreides aus dem Inland zu Lasten der Allgemeinheit mehr; eine an sich richtige Massnahme. Damals haben wir sehr intensiv diskutiert. Auch bei der Revision des Getreidegesetzes wurde erwogen, ob man unter diesen Umständen den Zoll wieder von 28 Franken auf 3 Franken herabsetzen sollte, weil natürlich dadurch das Auslandgetreide wieder etwas billiger geworden wäre. Weil offensichtlich die Mischrechnung für viele Müller etwas schwieriger geworden wäre, hat man sich damals dazu durchgerungen, den hohen Brotgetreidezoll beizubehalten, aber die Differenz zwischen 3 Franken und 28 Franken - also 25 Franken - zur Verbilligung des Inlandgetreides einzusetzen. Das ist vom Bundesrat in der Botschaft zur Verfassungsänderung klar gesagt worden. Klar ist diese Meinung auch vor der Volksabstimmung vertreten worden, und bei der Revision des Getreidegesetzes hat der Bundesrat erneut darauf hingewiesen. Wir alle waren im guten Glauben, das sei so. Ich zitiere Ihnen noch einmal aus der Botschaft. Zum Artikel 21 des Getreidegesetzes hat der Bundesrat ausdrücklich festgehalten: «Der neue Absatz 4ter von Artikel 21 des Gesetzentwurfes sieht vor, dass der Brotgetreidezoll, soweit er 3 Franken je 100 Kilo übersteigt, zur Herabsetzung der Verkaufspreise für Inlandgetreide zu dienen hat.» Und nun stelle ich fest - ich habe es ja fast erwartet, weil ich diese Position «Anrechnung von Erhebungskosten» seit Jahren genau ansehe -, dass man hier kaltschnäuzig 1 Million weggezaubert hat; sie geht in die allgemeine Bundeskasse zu Lasten der Konsumenten. Ich halte das für eine Täuschung von uns Parlamentariern, die wir damals einem ganz klaren Wortlaut des Gesetzes und vor allem einer ganz eindeutigen Definition zugestimmt haben. Wegen diesem Versprechen habe ich darauf verzichtet, Anträge zu stellen, um den Brotgetreidezoll wieder herabzusetzen. Wir hätten also erwarten dürfen, dass man das einhält. Auch die schweizerischen Konsumenten haben einen Anspruch darauf, hier nicht beschummelt zu werden. Ich kann dem nicht anders sagen. Was

ist nämlich die Folge? Diese 25 Franken gehen in eine Rückstellung (siehe Seite 130). Je nach Bedarf wird der Betrag dieser Rückstellung verwendet zur Verbilligung von Inlandbrotgetreide. Es ist natürlich ganz klar: Wenn wir diesen Betrag, den wir dort rückstellen, schmälern, indem die Zollverwaltung vorweg etwas wegnimmt, dann fehlt genau diese Million. Wenn Sie das über Jahre hinweg so machen, ergibt das erhebliche Beträge, die meines Erachtens den Konsumenten gehören; ihnen hat man sie versprochen. Nun wird man mir entgegen: Es ist eben üblich, dass überall dort, wo Sonderrechnungen mit Sondereinnahmen bestehen, der Zoll seine 2,5 Prozent kassiert. Warum das so sein muss, ist mir auch nicht ganz klar. Es könnte jede andere Dienststelle das gleiche tun. Auch die Steuerverwaltung könnte vorweg Beträge auf die Seite schaffen. Das leuchtet mir einfach nicht ein; aber wenn wir diese Regelung schon haben, dann genügen doch die bisherigen 3 Franken Brotgetreidezoll, um die Erhebungskosten abzudecken. Diese verbleiben nämlich der allgemeinen Bundes-

13. Juni 1984 N 735 Staatsrechnung 1983 kasse und werden nicht für die Verbilligung von Inlandbrotgetreide eingesetzt. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen. Wir stellen damit wieder den Zustand her, den wir der Öffentlichkeit versprochen haben, der gesetzmässig ist. Wir verbuchen das Geld dort, wo es wirklich hingehört. Ich bitte Sie, diese Million nicht als wenig einzuschätzen. Es ist eine Frage des Vertrauens in unsere Behörden, dass Versprechungen gehalten werden, und wir haben die Verpflichtung, darüber zu wachen. Schwarz, Berichterstatter: Die Finanzkommission hat sich mit dieser Thematik, die jetzt von Kollege Biel vertreten worden ist, eingehend befasst. Es geht um den Brotgetreidezoll, welcher der Rückstellung zugewiesen wird, die zur Herabsetzung der Verkaufspreise für Inlandgetreide dient gemäss Artikel 21 Absatz 4ter des Getreidegesetzes. Die Zollverwaltung zweigt auf diesem zweckgebundenen Getreidezoll die Erhebungskosten von 2,5 Prozent zugunsten der allgemeinen Bundeskasse ab. Die Bezugsprovision bei der Erhebung zweckgebundener Abgaben ist üblich, sofern sie nicht ausdrücklich ausgeschlossen wird, wie dies beispielsweise beim Zollzuschlag auf Treibstoffen der Fall ist. Wie der Bundesrat schon in seiner Botschaft zum Bundesgesetz über den eidgenössischen Finanzhaushalt festgestellt hat, sind die Kosten, die durch die Erhebung zweckgebundener Abgaben verursacht werden, nicht Kosten des allgemeinen Bundeshaushaltes, sondern sie werden vom Rohertrag der zweckgebundenen Abgaben in Form von Erhebungskosten abgezogen. In Anwendung dieses Grundsatzes zweigt die Zollverwaltung von den Alkoholmonopolgebühren, von den Treibstoffzöllen, von den Tabaksteuern, von den Tabakzöllen und weiteren zweckgebundenen Abgaben, die sie zu erheben hat, solche Bezugsprovisionen ab. Die Bezugsprovision auf dem zweckgebundenen Brotgetreidezoll ergab für die allgemeine Bundeskasse im Jahre 1983 - wie Herr Biel erwähnt hat - 1 Million Franken. Das macht etwas mehr als 10 Rappen pro Jahr und pro Kopf der Bevölkerung aus. Ein solcher Betrag hat keine praktische Auswirkung auf den Brotpreis und kann schon wegen seiner Geringfügigkeit die Konsumenten nicht benachteiligen. Trotzdem gebe ich Herrn Biel zu: es ist eine grundsätzliche Frage. Wollte man aber die Bezugsprovision auf dem zweckgebundenen Brotgetreidezoll abbauen, so müsste man das gleiche in allen anderen Bereichen auch tun, was beträchtliche finanzielle Auswirkungen nach sich ziehen würde. Deshalb hat die Mehrheit der Finanzkommission - das Stimmenverhältnis war 9 zu 2 bei einigen Enthaltungen - beschlossen, den Antrag Biel abzulehnen. Ich möchte Ihnen empfehlen, diesem Beschluss zu folgen. M. Bonnard, rapporteur: Au nom de la Commission des finances, je vous invite à rejeter la proposition de M. Biel. Il prétend que le consommateur

est trompé. Je m'oppose à cette affirmation. Il a sans doute été surpris, mais sa surprise ne provient pas d'une volonté de l'administration de le tromper, ni lui, ni les consommateurs qu'il représente. Elle relève simplement du fait qu'il ignore les règles applicables dans ce domaine. En définitive, la question est assez simple. Il s'agit de savoir si l'administration peut prélever une commission de perception sur les droits de douane qu'elle encaisse et qu'elle doit affecter à des tâches déterminées. Le prélèvement d'une commission de perception est d'usage courant. Il est fondé sur l'idée que les frais doivent être assumés par le bénéficiaire des recettes et non par l'organe de perception. Le Conseil fédéral a confirmé cette pratique dans deux arrêtés, l'un de 1952 et l'autre de 1967, à l'occasion de la controverse qu'avait suscitée le prélèvement de la commission en ce qui concerne les droits sur les carburants. Depuis 1967, la commission est de 2,5 pour cent. Il est peut-être intéressant de rappeler que, lors de la consultation relative à la loi sur les finances fédérales, divers milieux avaient demandé que celle-ci interdise aux offices de prélever de telles commissions. Le Conseil fédéral s'y est 94-N opposé tout à fait clairement. Dans le message, à propos de l'article 6 de la loi sur les finances, il avait expressément rappelé que les frais de perception ne doivent pas aller à la charge des ressources générales, mais qu'ils doivent être déduits du produit des recettes affectées. Il a considéré qu'il s'agissait là d'un principe de base qui n'avait pas besoin d'être ancré spécialement dans la loi. Dans ce sens, l'Administration des douanes prélève une commission de perception dans tous les cas où les dispositions applicables ne l'excluent pas expressément. Ainsi en va-t-il pour les droits de douane sur les carburants (les droits de base), pour les droits et impôts sur le tabac, pour les droits de monopole et de compensation sur l'alcool, pour les droits de douane supplémentaires sur les vins rouges en bouteilles ou encore pour les taxes sur la protection des plantes. Là où le Conseil fédéral entendait faire une exception, il l'a prévue expressément. Ainsi en va-t-il pour les droits supplémentaires sur les carburants. On doit donc arriver à la constatation que la perception de la commission est la règle générale. Le fait que cette dernière ne soit pas spécialement prévue dans la loi sur le blé, ni même d'ailleurs mentionnée dans le message du Conseil fédéral, n'est pas déterminant en soi. La commission n'est pas non plus prévue dans d'autres cas analogues, comme les droits sur le vin ou le supplément des prix sur le fromage dont les recettes affectées servent également à abaisser le prix à la consommation. D'ailleurs, je note que, suivant le volume des importations, la commission devrait atteindre des montants qui peuvent varier entre 500 000 francs ou 1 million par année. Cela n'est pas une somme négligeable pour la Confédération. En revanche, il faut le souligner, elle l'est pour le consommateur, car elle représente 10 centimes par habitant et par an. Enfin, je crois que l'on ne peut pas négliger l'aspect général du problème. Si nous renoncions à cette commission, nous ouvririons alors la porte à d'autres exceptions dont les répercussions financières pour la Confédération pourraient être beaucoup plus considérables. Pour ces motifs, je vous invite à rejeter la proposition de M. Biel. Bundesrat Stich: Ich bitte Sie ebenfalls, den Antrag Biel abzulehnen. Es handelt sich um eine Bezugsprovision, die in die allgemeine Bundeskasse fällt. Sie kostet den Konsumenten bloss 10 Rappen pro Jahr. Es ist also sicher nicht etwas, was man für den Konsumenten als besonders belastend darstellen könnte. Ein Konsument merkt kaum, ob er Ende des Jahres 10 Rappen mehr oder weniger hat. Wenn man jedoch alle Bezugsprovisionen zusammenzählt, die der Bund erhebt, macht es im Jahr 49 Millionen Franken aus. Wenn wir auf diese 49 Millionen Franken zu Lasten der Bundeskasse verzichten, dann müssen wir sie irgendwo anders hernehmen. Aus diesen Überlegungen müssen wir meines Erachtens am bisherigen System der Bezugsprovision festhalten. Ich

beantrage Ihnen also, den Antrag von Herrn Biel abzulehnen. Le président: Le vote aura lieu en une fois sur les trois propositions concernant les pages 64 et 130 du message. J'oppose la proposition de M. Biel à celle de la commission et du Conseil fédéral. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit Für den Antrag der Minderheit 91 Stimmen 8 Stimmen

Politique gouvernementale/Plan financier 736 N 13 juin 1984 Bundesbeschluss über die eidgenössische Staatsrechnung für das Jahr 1983 Arrêté fédéral concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 1983 Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress, Art. 1 und 2 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule, art. 1 et 2 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Beschlusentwurfes 113 Stimmen (Einstimmigkeit) An den Ständerat - Au Conseil des Etats Postulat der Finanzkommission des Nationalrates Förderung der Beschäftigung. Beschränkung und Kompensation der Kredite Der Bundesrat wird beauftragt zu prüfen, ob - die vertraglich noch nicht gebundenen Kredite aus dem Bundesbeschluss vom 17. März 1983 über zusätzliche Kredite zur Förderung der Beschäftigung nur soweit freizugeben wären, als deren Beschäftigungswirksamkeit im heutigen Zeitpunkt noch notwendig erscheint; - entgegen Artikel 8 dieses Bundesbeschlusses die Kompensation der Kredite nach Massgabe der Beschäftigungslage nicht bereits mit dem Voranschlag 1985 eingeleitet werden könnte. Postulat de la Commission des finances du Conseil national Crédits destinés à promouvoir l'emploi. Restriction et compensation Le Conseil fédéral est chargé de déterminer si - les crédits, qui ont été accordés dans l'arrêté du 17 mars 1983 ouvrant de nouveaux crédits destinés à promouvoir l'emploi et qui ne sont pas encore engagés contractuellement, peuvent n'être libérés que pour autant qu'ils paraissent encore actuellement nécessaires pour promouvoir l'emploi; - contrairement à l'article 8 de l'arrêté fédéral précité, la compensation de ces crédits peut être effectuée, suivant la situation de l'emploi, déjà dans le cadre du projet de budget pour 1985. Le président: Le postulat est-il combattu par un membre du conseil? Tel n'est pas le cas. Il est transmis. Überwiesen - Transmis #ST# 84.001 Regierungsrichtlinien 1983 bis 1987 Grandes lignes de la politique gouvernementale 1983 à 1987 84.002 Legislaturfinanzplan 1985 bis 1987 Plan financier de la législature 1985 à 1987 Berichte des Bundesrates vom 18. Januar 1984 (BBI I, 157 und 266) Rapports du Conseil fédéral du 18 janvier 1984 (FF I, 153 et 272) Beschluss des Ständerates vom 5. Juni 1984 Décision du Conseil des Etats du 5 juin 1984 Antrag der Kommission Kenntnisnahme von den Berichten Proposition de la commission Prendre acte des rapports Antrag Carobbio Kenntnisnahme in ablehnendem Sinn Proposition Carobbio Prendre acte des deux textes, mais en les désapprouvant Antrag Hegg Rückweisung an den Bundesrat Nach den heutigen naturwissenschaftlichen Erkenntnissen gründen die vorgelegten Regierungsrichtlinien auf überholten Grundannahmen und Zielvorstellungen. Der Bundesrat wird beauftragt, die Richtlinien so zu überarbeiten, dass nicht weiterhin Wachstum, sondern Stabilität im Sinne eines dynamischen Gleichgewichtes Leitbild der Regierungstätigkeit bildet. Proposition Hegg Renvoi au Conseil fédéral Les hypothèses et les objectifs qui sous-tendent les Grandes lignes de la politique gouvernementale présentées par le Conseil fédéral sont dépassés dans l'état actuel de nos connaissances scientifiques. Le Conseil fédéral est invité en conséquence à remanier les Grandes lignes de telle sorte que l'activité gouvernementale soit axée à l'avenir non plus sur la croissance, mais sur la stabilité envisagée dans le sens d'un équilibre dynamique. Vorschlag der Fraktionspräsidentenkonferenz Beratungsweise In

sinngemässer Anwendung von Artikel 64a des Geschäfts- reglementes (GR), wonach für allgemeine Aussprachen und die Beratung von Berichten die Gesamtredezeit angemessen auf die angemeldeten Redner verteilt wird, schlägt die Fraktionspräsidentenkonferenz folgendes Vorgehen vor:

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.